

## Le mot de la fin

# Promouvoir la relève scientifique suisse : entre discours et réalité

Aniko Fehr

Cela fait maintenant quatre ans que j'ai entamé mon doctorat en histoire contemporaine à l'Université de Lausanne et pourtant, lorsqu'on m'interroge sur mes perspectives d'avenir au sein du monde académique, j'ai toujours de la peine à donner une réponse satisfaisante. Une fois surmontée, la mission – presque incontournable – de démontrer en quoi les sciences humaines en général et l'histoire en particulier servent à quelque chose, la nécessité de décrire concrètement mes perspectives d'avenir en tant que future docteure me ramène constamment au caractère hybride de mon statut de *chercheuse en formation*. Une fois cette formation achevée, à quoi puis-je effectivement aspirer dans le milieu académique en Suisse ?

Un récent rapport à ce sujet, commandé par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, confirme ce que le Conseil fédéral avait déjà constaté en 2014 : les perspectives d'avenir des jeunes scientifiques dans le milieu académique en Suisse, notamment dans les sciences humaines, sont « insatisfaisantes ». Les contrats de travail à durée déterminée, le manque de débouchés professionnels durables et la croissance de la concurrence nationale et internationale pour les rares postes vacants sont le lot quotidien de la majorité des postdoctorant-e-s en Suisse. Ces constats corroborent du reste des réalités que j'ai aussi pu observer sur le terrain depuis quatre ans.

## Défaut de mesures concrètes

L'instabilité, aussi bien financière que de statut, doit-elle devenir une fatalité pour les jeunes docteur-e-s désireu-ses-x de continuer leur carrière dans l'académie ? Et si tel est le cas, ne craint-on pas que sur le long terme, cette précarisation de la relève scientifique ait des conséquences sur la qualité de la recherche elle-même ?

Le plus étonnant est que ces problèmes sont thématiques depuis plusieurs années, y compris dans les milieux compétents pour instaurer des réformes qui pourtant tardent à venir. Comment faut-il donc interpréter ce défaut de mesures concrètes ? Et comment s'explique cette contradiction entre, d'un côté, les discours visant à améliorer les perspectives d'avenir des jeunes scientifiques et, de l'autre, le maintien – sinon le renforcement – des obstacles qui conduisent à cette instabilité dans la réalité postdoctorale ?

S'il nous appartient de produire une recherche scientifique de qualité, nous devons aussi continuer de défendre et revendiquer les moyens pratiques pour ce faire, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales, trop fréquemment discréditées par les tenants d'une science avant tout profitable au secteur privé. Au moment même où le message du Conseil fédéral sur la formation, la recherche et l'innovation pour 2021–2024 est en cours de rédaction, cette mobilisation me paraît être tout à fait essentielle.

●  
*De jeunes chercheuses et chercheurs s'expriment sur les perspectives d'avenir au sein des sciences humaines et sociales. L'auteure passe le relais à une personne qu'elle souhaiterait lire dans le prochain numéro.*

### L'auteure

Aniko Fehr est doctorante et assistante diplômée à l'Université de Lausanne. Elle a obtenu en 2019 le Prix de la Relève ASSH Argent pour son article « Origines, échec et adoption d'un projet d'amnistie fiscale générale en Suisse (1958-1968) ». Pour le prochain numéro, Aniko Fehr passe le relais à Sabine Pitteloud de l'Université de Genève.

